

# La laïcité républicaine et la question sociale

## Comment reconquérir l'espace public mais aussi et surtout la parole publique ?

Par KARIM BENAMROUCHE, PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC À LYON-II.

Le contexte de l'attentat contre Charlie Hebdo et des assassinats commis sur des innocents a révélé tout à la fois l'hypocrisie de bien des réactions et l'urgence de la situation. Je suis écoeuré mais je ne suis pas surpris du bel unanimité des grands médias et des politiques. Ils canalisent à leur profit la vague d'émotion qui a submergé les anonymes et les humanistes du monde entier.

Il est vrai que la France a été touchée au cœur dans l'un des symboles les plus éclatants de ce qu'elle est depuis 1789 et Voltaire, mais la plupart des politiques et des journalistes qui se mettent en scène aujourd'hui détestaient Cavanna, Choron, Reiser et Gébé. Ils n'ont jamais aimé les incontrôlables qu'étaient Wolinski, Charb, Cabu et Tignous, et ils ne se sont jamais bousculés pour sortir Charlie Hebdo de ses difficultés financières. Comme d'habitude, la récupération est le fait des journalistes les plus serviles... et de tous ces politiques très lâches qui ont démissionné depuis longtemps face au communautarisme pour des raisons clientélistes. On la doit aussi à ces pseudo-intellectuels, nouveaux « chiens de garde », comme Paul Nizan et Serge Halimi l'ont démontré, ou « faussaires », selon Pascal Boniface, qui tentent de valider scientifiquement leurs « nausées idéologiques ». Cela a conduit à la banalisation du racisme, de la xénophobie et de la violence. Deux facteurs structurels amplifient ces dérives racistes et communautaristes : au plan international, le capitalisme financier le plus débridé

qualifié par certains de mondialisation heureuse et son corollaire au plan national, le recul des interventions de l'État par la réduction des dépenses publiques que les économistes libéraux jugent pourtant insuffisante. J'aimais entendre Bernard Maris dénoncer courageusement ces évolutions sur le plateau de Calvi, souvent peuplé d'invités très complaisants.

À titre d'exemple, dans le contexte de l'attentat et contrairement aux apparences, le comédien le plus en vue dans le rôle du faux dévot de la démocratie et de la liberté d'expression, l'oriflamme le plus flamboyant du bal des hypocrites, même si j'ai adoré les sketches de Font et Val, est indiscutablement Philippe Val. Il se répand de télé en radio pour essayer de convaincre que la responsabilité individuelle des tueurs est aussi la responsabilité collective de la « communauté musulmane » à laquelle il fait la leçon sans jamais identifier le moindre représentant de cette « communauté », comme pour mieux nourrir le fantasme.

**« LES MEILLEURS OUTILS  
DEMEURENT L'ÉDUCATION,  
L'ÉCOLE, LES ASSOCIATIONS, LES  
SYNDICATS, ET MÊME LES  
ENTREPRISES. »**

Dans ce contexte émotionnel, drapé des oripeaux de la fausse indignation, Philippe Val est plus perfide encore qu'un Zemmour ou un Houellebecq parce qu'il omet d'expliquer que des musulmans sont partout dans le monde aux prises avec la terreur et qu'ils paient le plus lourd tribut

au terrorisme. C'est le cas en Palestine occupée, en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Égypte, en Algérie, au Maroc et en Tunisie... Il n'évoque jamais les conséquences désastreuses de la politique des néoconservateurs américains en Irak ou en Afghanistan, pas plus que les effets catastrophiques de l'aventure de la France au Mali, en Centrafrique, et du soutien invraisemblable apporté à Israël lors des massacres de Gaza en 2014 par François Hollande et Manuel Valls.

Cette attitude fut en son temps dénoncée par la plume trempée au vitriol d'Edwy Plenel. Je n'ai pas la prétention de savoir ce qu'il faut faire de façon immédiate pour lutter contre le terrorisme. C'est l'affaire de l'appareil gouvernemental, judiciaire et policier. Cependant, je considère comme républicain que la meilleure façon de lutter contre le communautarisme consiste d'abord et avant tout à traiter les questions suivantes. Au plan international et depuis des décennies, l'urgence demeure la reconnaissance de l'État palestinien, véritable abès de fixation des conflits au Moyen-Orient et dans le monde. La France en a certes pris le chemin mais une résolution parlementaire, comme d'autres États européens l'ont adoptée, reste un processus beaucoup trop timoré face à la situation insupportable de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, où la résistance à l'oppression ne désarmera jamais. En France, il est grand temps de se mobiliser pour renvoyer les communautaristes de tout poil dans leurs foyers et de reconquérir non seulement l'espace public mais aussi et surtout la parole publique. Il n'est pas question de laisser cette parole aux représentants des groupes religieux. Elle doit appartenir aux citoyens, aux politiques courageux, aux militants associatifs et syndicaux. La solution ne consiste pas à inviter des imams, même réputés modérés, comme le font certains journalistes ou comme l'envisagent certains élus locaux. Il est indispensable de se battre pour que les religieux ne monopolisent pas la rue

comme ce fut le cas lors des manifestations contre le mariage pour tous, ou comme c'est le cas aujourd'hui des imams dits modérés et des rabbins. Il faut cesser de semer des mosquées et des imams, des synagogues et des rabbins, des églises et des curés, des crèches de Noël dans les mairies, pour éviter les prémices d'une guerre civile. La République est attaquée de toutes parts et ne doit pas désarmer. Le combat sera long et périlleux comme cela a toujours été le cas pour les républicains et les laïques.

Mais seulement la défense des valeurs républicaines et de la laïcité peut nous prémunir des dérives sectaires qui caractérisent ce communautarisme. Les meilleurs outils demeurent l'éducation, l'école, les associations, les syndicats, et même les entreprises.

Enfin, l'urgence est de replacer la question sociale au coeur du débat politique européen et national à une heure où tous les indicateurs, dont ceux de l'Insee, démontrent un accroissement sans précédent des inégalités de revenus dans les pays les plus riches. Que dire de la situation dans les pays les plus pauvres ? Cela fait trop longtemps que l'approche communautaire, religieuse, raciale ou culturelle tend à se substituer à l'approche sociale. Il est des quartiers dans lesquels des familles vivent avec 500 euros par mois. Que signifient la liberté et l'égalité pour ces familles- là ? Il est manifeste que l'approche communautaire participe de ces vieilles ruses de l'histoire que Marx expliquait en son temps.